



VERS DES SOCIÉTÉS

SOUTENABLES !

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2018

2018 RAPPORT D'ACTIVITÉ



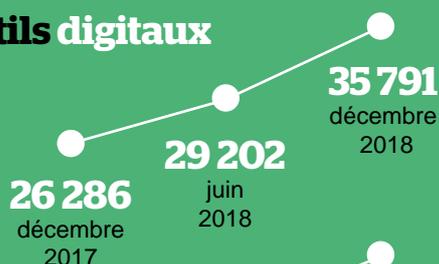
Merci pour votre engagement permanent

60 000 sympathisant-e-s

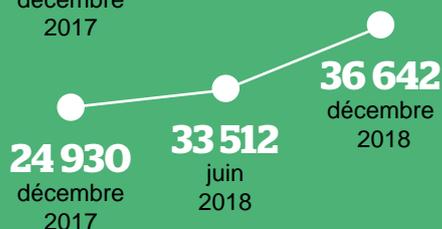
Nos outils digitaux



Nombre de fans



Nombre de followers



+ de 155 000

personnes ont visionné notre vidéo « Opération Nettoyage » sur les réseaux sociaux.

Des outils pour sensibiliser autour de soi

- Guide éco-citoyen « Stop au coup de la panne »

Vous en avez marre de renouveler votre téléphone tous les deux ans ? Les Amis de la Terre ont publié [ce guide](#) qui apporte une multitude de conseils sur nos choix en matière de produits électriques et électroniques.

- Manifeste « Pour des Sociétés soutenables ! »

[Ce texte](#) constitue la colonne vertébrale des campagnes et combats que mène la Fédération. C'est pourquoi les Amis de la Terre ont décidé de le republier afin d'en faire un outil de diffusion pour les sympathisant-e-s.

La Baleine, le plus vieux journal écologiste militant



En 2018

4

numéros de la Baleine ont été édités.

MARS 2018

« De l'obsolescence programmée à la réparation »

JUILLET 2018

« Tour Alternatiba, la plus grande mobilisation pour le climat en 2018 ».

OCTOBRE 2018

« Agriculture : nourrir les humains ou engraisser les multinationales ? »

DÉCEMBRE 2018

« COP 24 en Pologne, les Amis de la Terre vont au charbon ».

Des mobilisations créatives sur le terrain

+ de 900 activistes mobilisés

lors de l'action du 14 décembre 2018 pour une grande opération de nettoyage afin de dénoncer le soutien de Société Générale aux énergies sales.

+ de 200 étapes

lors du Tour Alternatiba pour aller à la rencontre des citoyen-ne-s et promouvoir des alternatives concrètes au réchauffement climatique.

+ de 115 000 personnes

ont pris part aux marches lors de la journée mondiale pour le climat en septembre 2018 : une mobilisation inédite qui montre l'ampleur de l'engagement citoyen.

Tendre vers l'autonomie financière



MOBILISATION

28 août 2018 : Nicolas Hulot, alors ministre de la transition écologique et solidaire, annonce son retrait du gouvernement. Il dénonce notamment le lobbying écrasant qui règne et empêche toute mesure rapide et efficace de la part des autorités publiques pour agir contre le réchauffement climatique. Depuis, l'année 2018 a été marquée par de nombreuses mobilisations : découvrez l'implication des Amis de la Terre sur le terrain.



2018 : L'ANNÉE DU SURSAUT CLIMATIQUE ?

Le 8 septembre 2018, des milliers de personnes décident de se mobiliser et des marches pour le climat sont organisées partout en France. Depuis cette date, de nombreuses mobilisations sont organisées. Partout en France, de nouveaux groupes et collectifs citoyens ont émergé donnant à la cause climatique un nouvel élan. Les groupes Amis de la Terre et Alternatiba présents sur les territoires ont d'une manière ou d'une autre, contribué au succès de ces mobilisations.

Le nombre de participant-e-s n'a jamais été aussi marquant sur la question de l'urgence climatique. Mais, ce qui est d'autant plus marquant, ce sont les messages politiques portés, qui font échos au projet de construction des sociétés soutenables portés par les Amis de la Terre depuis bientôt 50 ans.

Loin des mobilisations pointant la responsabilité individuelle avec la promotion "des petits gestes", ces marches ont permis de porter haut et fort des messages qui sont aussi les nôtres : "changeons le système, pas le climat". A titre d'exemple, les marches du 13 octobre 2018 exposaient aussi Société Générale comme l'une des responsables du dérèglement climatique, créant un lien fort entre ce mouvement citoyen et les campagnes portées par les Amis de la Terre.

En ce sens, le Tour Alternatiba et les actions non-violentes menées dans le cadre de la campagne Opération Nettoyage visant Société Générale ont été structurantes pour le succès de ces mobilisations. De nombreux groupes ont été formés sur l'ensemble du territoire, ce qui a permis de diffuser le fond de la campagne et de partager une méthode nécessaire pour voir le mouvement citoyen prendre forme. En investissant pleinement l'organisation des marches et leur message de fond, les Amis de la Terre et Alternatiba ont permis à des centaines de citoyen-ne-s de découvrir la mobilisation pour le climat et de poursuivre leur engagement à travers nos campagnes.

FIN DU MONDE, DU MOIS : MÊME COMBAT

L'année qui vient de s'écouler a été riche en actions. La mobilisation climat a réussi à se développer en parallèle d'une mobilisation sociale sans précédent, celles des Gilets jaunes. Nombreux ont été les contacts et les opérations conjointes, avec ce message fort : "fin du monde, fin du mois, même combat". De Lyon à Bayonne, de Paris à Toulouse, les marches du 8 décembre 2018 et du 16 mars 2019 ont vu les défilés se rejoindre. Des actions directes ont aussi été menées notamment contre Amazon, en associant directement les questions écologiques et les questions sociales liées à cet acteur.

2019 : L'ANNÉE DU CLIMAT ?

L'année 2019 promet d'être riche et les mobilisations s'intensifient. De nouveaux enjeux émergent aujourd'hui au sein du mouvement climat :

- Le **changement d'échelle** général et particulièrement autour des campagnes Amis de la Terre : aujourd'hui, Amazon, Société Générale et Total n'auront plus à faire uniquement avec les activistes et militant-e-s écologistes, mais aussi avec de nouvelles franges de la société prêtes à passer à l'action pour dénoncer la responsabilité de ces acteurs dans la destruction de la biodiversité et le changement climatique.
- La **mobilisation des jeunes** : en Suède, Greta Thunberg, militante écologiste de 15 ans a décidé d'appeler à la grève. Des milliers de jeunes, lycéen-ne-s et étudiant-e-s se mobilisent alors pour interpeller à leur tour les dirigeants du monde entier. Les Amis de la Terre ont immédiatement répondu à l'appel en soutenant cette mobilisation des jeunes en France. La détermination de ce mouvement sera cruciale dans le rapport de force que nous souhaitons établir avec le gouvernement.
- La nécessité de formuler des **revendications systémiques** : nous avons donc soutenu la démarche du groupe affilié Bizi! et Alternatiba au sein du Réseau Action Climat, avec la contribution climat écologique et solidaire. Une vraie taxe carbone, juste socialement et efficace écologiquement.
- Des **actions qui touchent là où ça fait mal** : nos actions montent en puissance et font grandir le rapport de force, preuve en est la répression par laquelle tente de répondre le gouvernement. En menant des opérations de réquisition de portraits d'Emmanuel Macron dans les mairies pour dénoncer l'absence de mesures en matière de climat, les militant.e.s d'ANV-COP21, soutenus par les Amis de la Terre, ont fait mouche. Avec déjà 32 portraits réquisitionnés, ce sont 63 personnes qui ont été auditionnés et 5 procès qui s'annoncent, les activistes risquant 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende.

Grâce aux campagnes, aux méthodes et au réseau des Amis de la Terre, la fédération joue un rôle fort pour maintenir une mobilisation citoyenne d'ampleur, nécessaire pour obtenir des victoires concrètes.

**FAISONS DE 2019
L'ANNÉE DU CLIMAT!**

DÉVELOPPEMENT DE LA FÉDÉRATION



RENFORCER LA VISIBILITÉ DES AMIS DE LA TERRE ET SON INDÉPENDANCE FINANCIÈRE

Les Amis de la Terre France, c'est avant tout une fédération solidaire, ouverte et qui rassemble de l'échelle locale à l'échelle internationale pour construire des sociétés soutenables. Les Amis de la Terre ne peuvent exister que si la fédération est connue et reconnue. Renforcer le sentiment d'appartenance à notre mouvement et devenir un mouvement de masse sont des objectifs incontournables face à l'urgence climatique. Nos campagnes doivent être visibles : c'est un levier central pour décrocher des victoires.

ÊTRE VISIBLE POUR GAGNER

Pour être visible, il est crucial de s'appuyer sur des outils efficaces, dans un contexte où la multiplication des informations complexifie la portée de nos messages. Se donner les moyens humains et financiers pour développer cette stratégie est tout aussi important.

Le format des contenus a fortement évolué ces dernières années : les petites vidéos de moins d'une minute, aux images explicites et sous-titrées pour capter l'attention lors du « scrolling » sont les plus partagées. À l'ère de la pensée rapide et de la multiplication des sources d'information, la démonstration et le raisonnement complexe sont remplacés au profit de l'art de la synthèse et de la simplification. Si on veut être vu, être suivi, être liké, il faut attirer l'œil, aller vite et être facile à comprendre.

Il serait par contre manichéen de réduire l'ensemble des pratiques de communication à ces tendances. En effet, il n'y a jamais eu autant de sources d'information (automédias et nouveaux médias sur les réseaux sociaux compris). Proportionnellement, il y a donc une augmentation des articles et supports de décryptage et d'analyse, allant de médias d'investigation comme Mediapart, Reporterre, Bastamag à des chaînes de youtubeurs populaires comme Osons Causer ou le Fil d'actu. Des formats plus longs (e-penser, thinkerview, la revue de la semaine de Mélenchon) rencontrent là plus de succès.

UN PLAN D'ACTION CONCRET VOTÉ EN 2018

Le plan triennal voté en 2018 a permis de poser des pistes de réflexion concrètes sur la stratégie de communication de la fédération pour les prochaines années. L'atout majeur de la Fédération réside dans le fait que, contrairement à d'autres organisations aux activités sectorielles, elle touche à une diversité de sujets et dispose d'un projet politique global et cohérent : les sociétés soutenables.

Améliorer notre capacité à rendre visible une vision alternative du monde passe :

- Par la valorisation de nos actions concrètes
- Par la présentation de notre expertise
- Par notre capacité à être en prise et à réagir à l'actualité.

De nombreuses personnes découvrent les Amis de la Terre à travers ses campagnes et mobilisations. Elles ne sont pas forcément acquises à notre cause et souvent s'éclipsent avant même d'avoir pu être remerciées. Comment les accueillir au sein de notre réseau et les accompagner dans la construction de leur parcours militant ? Comment assurer une relation toujours aussi attentionnée et privilégiée auprès de celles et ceux qui nous soutiennent depuis longtemps par du temps bénévole ou par des dons réguliers ?

Enfin, comment rendre nos campagnes et nos combats visibles auprès d'un plus grand nombre de personnes ? Cette réflexion a été menée depuis 2017 et a permis d'aboutir à un plan triennal en 2018 qui apporte une liste d'actions concrètes.

DÉVELOPPER DES OUTILS MODERNES ET EFFICACES

En 2018, les Amis de la Terre ont donc entrepris deux chantiers prioritaires concrets pour alimenter la stratégie d'autofinancement et de communication de la fédération.

- La refonte de nos outils de gestion de base de données. Ce nouvel outil sera opérationnel dès 2019 et crucial pour piloter une stratégie de communication cohérente auprès des adhérent-e-s et sympathisant-e-s.
- La refonte de notre page d'adhésion en ligne. Cette refonte est effective depuis mi-2018 et a permis de basculer sur un outil plus intuitif, qui facilite l'adhésion en ligne de manière sécurisée.

Pour valoriser les campagnes, les Amis de la Terre développent :

- Des vidéos courtes présentant des messages clairs et percutants,
- Des moyens d'engagement en ligne,
- Une présence accrue sur les réseaux sociaux,
- Des actions terrains de plus en plus relayées par les médias en partenariat avec ANV-COP21 et Alternatiba.

En 2019, les Amis de la Terre continueront de déployer de nouveaux chantiers numériques avec la refonte du site internet qui permettra aux militant-e-s et sympathisant-e-s de naviguer à travers un outil intuitif, où les informations seront à la portée de tous-tes. Ce projet d'une grande ampleur sera l'occasion de réfléchir à la charte éditoriale des Amis de la Terre, à la façon dont les messages sont transmis et présentés. Être intelligibles de tous-tes, faciliter les parcours utilisateurs et la recherche de documentation, valoriser l'identité des Amis de la Terre et les moyens d'actions sont autant d'objectifs à atteindre.

EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES

En France, Les Amis de la Terre ont porté en 2018 des campagnes emblématiques, grâce à une expertise solide et des stratégies de plaidoyer performantes, qui se sont traduites par des mobilisations sur le terrain et des victoires d'étapes. Ce rapport d'activité est l'occasion de faire un bilan des activités de cette année et d'en tirer des perspectives pour 2019.



PUBLICATIONS 2018

Décembre 2018

- Rothschild au centre du plus controversé projet de mine de charbon au monde
- L'Assemblée Nationale met fin à l'avantage fiscal pour l'huile de palme dans les carburants
- La Baleine 194 - Dossier Charbon
- Lettre ouverte à ceux qui détruisent le climat
- 912 activistes nettoient Société Générale malgré la répression policière
- Forages pétroliers en Guyane : face au déni de démocratie, la société civile saisit la justice
- Devoir de vigilance : agir plutôt que communiquer
- Le président des Amis de la terre enfin relâché par la police
- Classement climat des assureurs : AXA et SCOR désormais dépassés par leurs pairs européens
- Climat : des centaines de citoyens vont dialoguer avec les salariés de Société Générale

Novembre 2018

- Charbon : CNP Assurances creuse l'écart entre les assureurs et les banques françaises
- PPE : le gouvernement annonce des mesurtes malgré l'urgence climatique
- Rapport : trois ans après la COP21, les banques françaises financent toujours plus de charbon
- Black Friday : 52 activistes déposent 15 mètres cube de déchets électroniques devant Amazon

- Relance du fret ferroviaire entre Calais et Turin : le gouvernement encore loin du compte

Octobre 2018

- Lobbying : les Amis de la Terre France déposent un recours contre le Conseil constitutionnel
- Accréditation de BNP Paribas au Fonds Vert : quand le pyromane fait mine d'éteindre l'incendie
- Traité ONU sur les multinationales et les droits humains : Des avancées majeures et le silence assourdissant de l'Union européenne
- Sables bitumineux : Crédit Agricole ne doit pas se rendre complice des violations des droits des peuples autochtones
- Droits humains : l'alliance incestueuse de l'UE et des lobbies contre un traité international contraignant pour les multinationales
- Alerte rouge : Société Générale dans le feu des actions
- Rapport du GIEC : Les Etats doivent agir maintenant et avec détermination !
- Climat : le Tour Alternatiba est arrivé à Bayonne après 4 mois de mobilisation !
- Pollution de l'air : face à l'inaction, 78 organisations et médecins saisissent à nouveau le Conseil d'Etat

Septembre 2018

- One Planet Summit : les « leaders » du climat français à l'épreuve des faits
- Amazon hors la loi : les Amis de la Terre saisissent la Direction de la consommation
- La Baleine 193 - Dossier Agriculture
- Société Générale tente une fois de plus de maquiller le noir en vert
- Marches pour le climat : il est encore temps !
- Climat : Société Générale visée par des actions de "nettoyage" partout en France

Juillet / Août 2018

- Loi Hulot : nouvelles révélations sur le lobbying au sommet de l'État
- Nicolas Hulot démissionne du gouvernement
- Jour du dépassement : Leclerc et Carrefour ciblés partout en France
- La Cour de Justice de l'Union Européenne confirme que tous les nouveaux OGM doivent être réglementés comme tels
- Stop à l'impunité des multinationales
- Huile de palme : action en justice des associations environnementales contre la raffinerie de Total
- Quand le gouvernement prône la réparabilité, Amazon détruit ses produits

Juin 2018

- Sables bitumineux : Crédit Agricole renouvellera-t-il son financement indirect au pipeline Line 3 ?
- Nouveau rapport : « Les Sages sous influence ? Le lobbying auprès du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État »
- Décernez un bâillon d'or aux 61 député.e.s qui ont validé la loi secret d'affaires
- Punta Catalina : le dernier financement direct des banques françaises à une centrale à charbon arrêté
- Plus de 1 000 personnes à Paris pour le départ du Tour Alternatiba

Mai 2018

- La Baleine 192 - Tour Alternatiba
- Projet de loi agriculture et alimentation : poudre de perlimpinpin !
- Une séance de STEP devant le régulateur de l'énergie pour bloquer le projet de gazoduc France-Espagne
- Shell rejette les exigences climatiques des Amis de la Terre Pays-Bas, les obligeant à lancer une action en justice
- Bilan 2018 des AG des banques
- RWE : quand BNP Paribas bloque la sortie européenne du charbon
- AG 2018 : Crédit Agricole maintient le cap sur les fossiles
- Huile de palme dans les carburants : la France souffle le chaud et le froid
- La Réunion interpelle ses députés sur l'obsolescence programmée !

Avril 2018

- Vague internationale d'actions contre Société Générale
- AG d'AXA et SCOR : un bilan en demi-teinte pour le charbon polonais
- Feuille de route économie circulaire : un potentiel à confirmer
- Evacuation de la ZAD, stoppez tout avant qu'il ne soit trop tard !
- Gaspillage alimentaire : les emballages plastiques sont le problème, pas la solution !
- Lancement d'une action en justice historique contre Shell aux Pays-Bas

Mars 2018

- Rapport : Les financements fossiles des banques repartent à la hausse pour atteindre 115 milliards de dollars en 2017
 - 5 raisons et mesures pour défendre le train
 - La Baleine 191 - De l'obsolescence à la réparation
 - Décryptage de la Cour multilatérale d'investissement : verrouiller le mécanisme de RDIE (ISDS)
 - Huile de palme : la campagne presse qui interpelle le gouvernement
 - Rio Grande LNG : Pourquoi la position de Société Générale ne tient pas
 - Un nouveau pas à l'ONU vers un traité contraignant les multinationales à respecter les droits humains
 - 467 "lapins" posés à Société Générale pour dénoncer son retard climatique
 - Décryptage du traité ONU sur les multinationales et les droits humains : vrais enjeux et faux débats
 - Rapport : Société Générale, plein gaz sur les fossiles
- ## Février 2018
- Economie circulaire : une feuille de route pour l'instant sans ambition
 - Stop au coût de la panne : L'accès aux pièces détachées, un enjeu majeur pour la réparation et le réemploi
 - Les Amis de la Terre déposent un recours contre le projet de tunnel Lyon-Turin

Janvier 2018

- À la centrale nucléaire de Gravelines, les tuyauteries d'évacuation illégales poussent comme des champignons - Six associations portent plainte contre EDF
- L'opposition au projet d'interconnexion gazière STEP s'intensifie
- Réparation : les mauvaises pratiques des distributeurs épinglées par les Amis de la Terre
 - Notre-Dame-des-Landes : une victoire de la mobilisation citoyenne
 - Sables bitumineux : bilan des récents engagements des banques et assureurs français

[VICTOIRE]

17 janvier

Après des années de résistance, le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes est définitivement abandonné.

[GUIDE]

21 janvier

Le nouveau guide « Stop au coup de la panne » dénonce les mauvais élèves en matière de réparabilité et donne les meilleurs conseils pour garder nos biens en vie plus longtemps.

[TOUR ALTERNATIBA]

29 janvier

Plus de 2 000 citoyen-ne-s donnent les moyens au Tour Alternatiba 2018, co-organisé par les Amis de la Terre, de parcourir les territoires pendant l'été grâce à leur soutien financier.

[RAPPORT]

4 mars

Les Amis de la Terre publient un rapport sur le soutien de Société Générale au secteur des énergies fossiles, et notamment au gaz de schiste américain.

[ACTION]

9 mars

Des centaines de militant-e-s se mobilisent pour prendre de faux rendez-vous auprès des conseillers de Société Générale. L'objectif : bloquer l'agenda de la banque pour dénoncer son retard dans ses engagements contre le soutien aux énergies fossiles.

[PLAIDOYER]

28 mai

Nous appelons plusieurs banques à mettre un terme à leurs soutiens aux énergies fossiles à l'occasion de leurs Assemblées générales.

[ACTION]

30 mai

26 militant-e-s organisent une séance sportive de step devant les bureaux du régulateur français de l'énergie pour lui demander de bloquer le projet de gazoduc du même nom entre la France et l'Espagne.

JANV.

FÉV.

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

[JUSTICE]

7 février

Les Amis de la Terre déposent un recours contre le projet de tunnel Lyon-Turin afin de dénoncer l'inutilité de ce projet coûteux alors qu'il est urgent de repenser des formes de mobilité socialement plus justes et environnementalement plus pérennes.

[PLAIDOYER]

13 février

Les Amis de la Terre dénoncent le manque d'ambition de la feuille de route publiée par le gouvernement sur l'économie circulaire, avec la disparition de propositions phares pour le soutien de la réparation et du réemploi.



[VICTOIRE]

3 avril

Engie engage la fermeture de ses centrales à charbon au Chili. La filiale d'Engie a annoncé la fermeture de deux unités de la centrale de Tocopilla ainsi que le développement des énergies renouvelables.

[JUSTICE]

4 avril

Les Amis de la Terre Pays-Bas lancent une action en justice historique contre Shell, demandant à la multinationale de cesser ses activités climaticides.

[ACTION]

30 avril

Une vague d'actions internationales vise Société Générale afin de dénoncer le soutien de la banque française au terminal d'exportation de gaz de schiste Rio Grande LNG prévu au Texas.



[TOUR ALTERNATIBA]

9 juin

Plus de 1 000 personnes à Paris se réunissent pour le grand Départ du Tour Alternatiba avec la présence de nombreuses personnalités.

[VICTOIRE]

11 juin

Société Générale met fin à ses soutiens à la centrale à charbon de Punta Catalina en République dominicaine.

[RAPPORT]

25 juin

Les Amis de la Terre dévoilent un rapport d'enquête accablant sur le lobbying auprès du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État.



[JUSTICE]

5 juillet

Les Amis de la Terre, avec d'autres associations, lancent une action en justice pour dénoncer la raffinerie à l'huile de palme de Total dans les Bouches-du-Rhône.



[VICTOIRE]

23 juillet

AG2R La Mondiale et Macif excluent les développeurs de centrales à charbon de leurs investissements.



[VICTOIRE]

25 juillet

Grâce à l'action en justice menée par les Amis de la Terre et d'autres organisations au niveau européen, les nouveaux OGM n'échapperont pas à la réglementation et ne pourront pas être librement disséminés dans l'environnement.

LES TEMPS FORTS DE 2018

[ACTION]

8 septembre

Plus de 700 activistes se mobilisent sur le terrain pour des opérations de nettoyage dans les agences de Société Générale afin de dénoncer son soutien aux énergies sales.

[JUSTICE]

24 septembre

Les Amis de la Terre révèlent qu'Amazon est hors-la-loi et saisissent la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

[ACTION]

23 novembre

Une action symbolique a lieu devant les entrepôts d'Amazon afin de dénoncer ses activités illégales et son modèle économique insoutenable.

JUILL.

AOÛT

SEPT.

OCT.

NOV.

DÉC.

[ACTION]

1^{er} août

Afin de dénoncer la surconsommation de nos ressources planétaires, 12 actions comptant 242 militant·e·s des Amis de la Terre et ANV-COP21 ont lieu pour vider les rayons high-tech d'un supermarché, le jour du dépassement.

[ÉVÈNEMENT]

6 octobre

Le Tour Alternatiba s'achève à Bayonne après 4 mois à sillonner les territoires. Au total, plus de 77000 personnes ont été mobilisées.

[RAPPORT]

15 octobre

À l'occasion de nouvelles négociations à l'ONU, les Amis de la Terre présentent un rapport révélant les liaisons dangereuses entre l'Union européenne et les lobbies contre l'adoption du traité contraignant sur les multinationales et les droits humains.

[JUSTICE]

25 octobre

Les Amis de la Terre déposent un recours inédit contre le Conseil constitutionnel, pour que la transparence soit faite sur le poids des lobbies dans ses décisions.

[PLAIDOYER]

Du 3 au 14 décembre

La COP24 se déroule en Pologne. Découvrez dans cette édition, notre dossier thématique sur les enjeux liés au charbon.

[ACTION]

14 décembre

Un nettoyage géant de l'agence centrale de Société Générale a lieu grâce à plus de 900 militant·e·s, pour que la banque mette fin à son soutien aux énergies sales, et en priorité au gaz de schiste.



2018

LE TOUR ALTERNATIBA



5800 KILOMÈTRES POUR LE CLIMAT

Du 9 juin au 6 octobre, le Tour Alternatiba, co-organisé par les Amis de la Terre, ANV-COP21 et Alternatiba, a parcouru 5 800 kilomètres pour mobiliser les citoyen.ne.s face à l'urgence climatique.

ALTERNATIVES ET RÉSISTANCE

Pendant 4 mois, les vélos à trois et quatre places emblématiques de l'effort collectif ont sillonné la France et les pays frontaliers. Chacune des 200 étapes fut l'occasion de fédérer les porteurs des alternatives concrètes permettant de lutter contre le dérèglement climatique. Projets d'énergie citoyenne 100 % renouvelable, épargne solidaire, monnaies locales, agriculture biologique, locale et paysanne, solidarité avec les migrants, transports alternatifs, projets de métamorphose écologique et sociale du territoire : autant d'initiatives individuelles ou collectives déjà à l'oeuvre sur les territoires et qui ne demandent qu'à changer d'échelle.

Mais pour enrayer la crise climatique, il est également nécessaire de bloquer tout projet, activité ou politique climaticide et de stopper les responsables. Cette deuxième édition du Tour Alternatiba a donc intégré un volet formation à l'action non-violente et près de 100 sessions ont permis de former 2 400 personnes aux techniques d'action non-violentes.

UN PARI FOU ENCORE RÉUSSI

Le Tour Alternatiba est arrivé à un moment charnière : l'été 2018 a été marqué par des événements climatiques extrêmes qui ont fortement impacté les esprits et imprégné les grandes marches pour le climat qui ont suivi la démission de Nicolas Hulot à l'automne. Il a permis, à un moment de bascule, de toucher près de 77 000 personnes et ainsi de renforcer la structuration sur les territoires, de décupler nos forces, de former de nouvelles et nouveaux militants.

Forts de cette dynamiques, de nouveaux groupes se sont constitués et ont participé aux campagnes Amis de la Terre : 140 actions ont eu lieu dans le cadre des mobilisations pour le jour du dépassement en août ou contre le soutien de Société Générale aux énergies sales.

MÉTAMORPHOSER LES TERRITOIRES

Et maintenant ? Le Tour Alternatiba s'est achevé à la veille de la publication du dernier rapport du GIEC sur les impacts du dérèglement climatique. En direct de Corée où le groupe d'experts travaillait ses conclusions, la paléoclimatologue et membre du comité scientifique du GIEC, Valérie Masson-Delmotte, a rappelé que chaque dixième de degré compte et que l'action citoyenne est plus que jamais nécessaire.

C'est alors un vibrant appel de conclusion à ce Tour Alternatiba qui a été lancé par deux adolescents, Gaby jeune lycéenne de Poitiers et Moriba, jeune guinéen sauvé de noyade en traversant la Méditerranée : celui pour la métamorphose immédiate de nos territoires. Pour parvenir à enrayer la trajectoire qui nous mène à +1,5 °C de réchauffement global et dont les conséquences terribles affectent déjà les plus démunis, il est plus que jamais crucial de tout mettre en oeuvre, et d'enclencher la transition écologique et sociale de nos territoires.

CHIFFRES CLEFS

200
étapes

77 000
personnes

5 800
kilomètres

2 400 personnes
formées à l'action non-violente

LES AMIS DE LA TERRE AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LA **SURPRODUCTION**



amazon.fr vend tout,

même la **planète**

LES AMIS DE LA TERRE : LE PIRE ENNEMI D'AMAZON EN 2018 !

En 2017, les Amis de la Terre ont établi un classement des distributeurs démontrant que C-Discount et Amazon cumulaient les plus mauvaises pratiques en matière de réparation et recyclage des produits électroniques. Et il y a pire : ils violent délibérément la loi !

Les Amis de la Terre ont alors ouvert une enquête et saisi la justice. L'enquête est toujours en cours.

Pour dénoncer une justice à deux vitesses et des impacts environnementaux inadmissibles, les Amis de la Terre ont déposé 15m³ de déchets électroniques devant le siège d'Amazon le jour du Black Friday, le 23 novembre 2018. Grâce à la couverture médiatique, cette action a permis d'alerter le grand public à travers des images marquantes.

DES AVANCÉES DANS LA LUTTE CONTRE L'OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

Depuis plus d'un an, Les Amis de la Terre se mobilisent pour que la future loi économie circulaire soit à la hauteur des enjeux climatiques, environnementaux et sociaux. Plus d'une cinquantaine de réunions avec le Gouvernement, les parlementaires et les parties prenantes dont des entreprises ont déjà eu lieu. Les Amis de la Terre ont notamment grandement contribué à la création d'une coalition d'acteurs économiques de premier plan et d'ONG demandant au Gouvernement de prendre des mesures réglementaires et économiques ambitieuses pour défendre la réparation des produits.

Le plaidoyer des Amis de la Terre a conduit au dépôt de plusieurs amendements pour une TVA à 5,5% sur la réparation des produits dans le projet de loi de Finances 2019, portés par des députés de la majorité, mais aussi la France Insoumise et les Républicains.

En 2019, les Amis de la Terre vont tenter de transformer l'essai et obtenir la création d'une mutuelle de l'obsolescence programmée assurant la prise en charge de la moitié des factures de la réparation des citoyens.

LES AMIS DE LA TERRE DÉNONCENT LES IMPACTS DE LA SURPRODUCTION DANS LES MÉDIAS

Les Amis de la Terre ont contribué à l'information du grand public sur l'impact environnemental et social des modes de consommation, par le biais de nombreuses apparitions sur des radios et chaînes de télévision à forte audience. Ces apparitions médiatiques ont été permises par le travail de fond des Amis de la Terre, mais également par le travail de mobilisation citoyenne réalisé par les Amis de la Terre et ses partenaires Alternatiba et ANV-COP21.

Le 1er août 2018 correspondait au jour du dépassement, date à partir de laquelle l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la planète est capable de régénérer en un an au niveau mondial. A cette occasion, une quinzaine d'actions citoyennes non-violentes ont ainsi été organisées dans des grandes surfaces pour symboliser les liens concrets entre les modes de vie et la crise écologique. L'action du Black Friday a également permis de faire parler de ce sujet d'une importance cruciale pour le climat.

Plus encore, l'émission **Capital** de la chaîne télévisée M6 a réalisé un reportage choc avec la collaboration des Amis de la Terre révélant qu'**Amazon détruit plus de trois millions de produits par an**. Diffusé le 13 janvier 2019, l'émission a dépassé des records historiques d'audience, **avec plus de 4 millions de téléspectateurs**.

Forcée de réagir, la Secrétaire d'Etat Brune Poirson a annoncé l'interdiction de la destruction des invendus textiles et des produits électroniques dans la future loi économie circulaire. Néanmoins, le lobbying est déjà à l'œuvre et le projet de loi est déjà en train d'être vidé de sa substance. En 2019, les Amis de la Terre accompagnés des activistes du climat, des gilets jaunes et des 200 000 signataires de la pétition contre la destruction des invendus veilleront à ce que le gouvernement tienne ses promesses.

CHIFFRES CLEFS

- La consommation des objets du quotidien représente **¼ des émissions de gaz à effet de serre** des Français
- La production ne cesse d'augmenter : **plus de 12 produits électroniques** par an et par habitant et **plus de 40 vêtements** par français en 2017
- En France, Amazon a détruit **plus de 3 millions de produits neufs** en 2018
- **Plus de 6 000 emplois de réparateurs** ont disparu entre 2010 et 2016, c'est plus que ce qu'Amazon a créé sur la même période
- **Plus de 40 000 enfants** travaillent dans les mines artisanales en République Démocratique du Congo
- L'industrie textile est **la plus polluante au monde**

PAS UN EURO DE PLUS POUR LES NOUVEAUX PROJETS FOSSILES

21



Après avoir obtenu des banques françaises en 2016 la fin de leurs soutiens directs aux nouvelles mines et centrales à charbon, l'année 2017 s'achevait sur un nouvel engagement précurseur de la part d'un acteur financier majeur : AXA annonçait son désinvestissement des développeurs de nouvelles centrales à charbon et autres entreprises du secteur. Une nouvelle étape franchie, où nous appelions l'ensemble des banques et assureurs à suivre.

La finance regardait aussi pour la première fois au-delà du charbon. Après une campagne acharnée, BNP Paribas se retirait de secteurs fossiles parmi les plus dangereux pour l'environnement et les populations, comme les hydrocarbures de schiste. Ses concurrentes lui emboîtaient le pas, mais la faiblesse de leurs annonces imposait déjà qu'elles revoient leur copie. Société Générale, leader de l'exportation de gaz de schiste en Amérique du Nord devenait notre cible prioritaire.

L'expansion du secteur gazier, au dépend de l'urgence climatique et des objectifs de l'Accord de Paris, n'était pas seulement une crainte outre-Atlantique. En Europe, se développait avec l'aide de la France et de l'Union européenne nombre de nouvelles infrastructures gazières, tels que le gazoduc STEP.

Nous nous lancions donc à l'assaut de l'année 2019 avec un même objectif en tête : stopper l'expansion des énergies fossiles et le développement de ces projets inutiles et climaticides.

CONTRE LE DÉVELOPPEMENT DU GAZ DE PART...

Alors que le boom du gaz de schiste fait des ravages en Amérique du Nord depuis plus d'une décennie, les industriels du secteur ne comptent pas en rester là et programment d'extraire et d'exporter toujours plus massivement cette énergie non-conventionnelle. Quand BNP Paribas reconnaissait l'impact climatique désastreux de ce secteur et annonçait s'en retirer, Société Générale continuait à se vanter de son rôle de leader dans le développement de projets d'infrastructures gazières et notamment de terminaux d'exportation de gaz de schiste.

Après avoir lancé un ultimatum à Société Générale, nous avons mené campagne tout au long de l'année, avec ANV-COP21. Plaidoyer, publication d'un rapport, interpellation à l'occasion de l'assemblée générale, organisation d'actions de désobéissance civile répétées, présence dans les grandes mobilisations climat. Nous avons fait avancer le rapport de force grâce à une mobilisation sans précédent, mais les engagements pris à ce jour par Société Générale restent plus qu'insuffisants : elle continue à défendre que le

gaz de schiste est une énergie de transition. La campagne continue !

... ET D'AUTRE DE L'ATLANTIQUE

De l'argent public continue à abonder la construction d'infrastructures gazières en Europe. En 2018, nous nous sommes attaqués à un projet en particulier : le projet de gazoduc STEP entre la France et l'Espagne. Et nous avons obtenu une belle victoire d'étape, les régulateurs français et espagnols ont retoqué le projet. Cela démontre bien, que les infrastructures gazières définies comme "projet d'intérêt commun" par la Commission européenne ne présente de l'intérêt que pour les opérateurs gaziers. Prochaine étape : couper les financements publics de la banque européenne d'investissement à ces projets fossiles.

SORTIR L'EUROPE DU CHARBON

Malgré de premières avancées depuis 2013, les banques françaises contribuent toujours au développement du secteur du charbon, en finançant non plus les nouveaux projets, mais les entreprises qui continuent à les construire. L'exclusion en 2017 par AXA des développeurs de charbon posait un précédent pour pousser une première banque à faire de même pour ses activités de prêts et d'émissions d'actions et d'obligations.

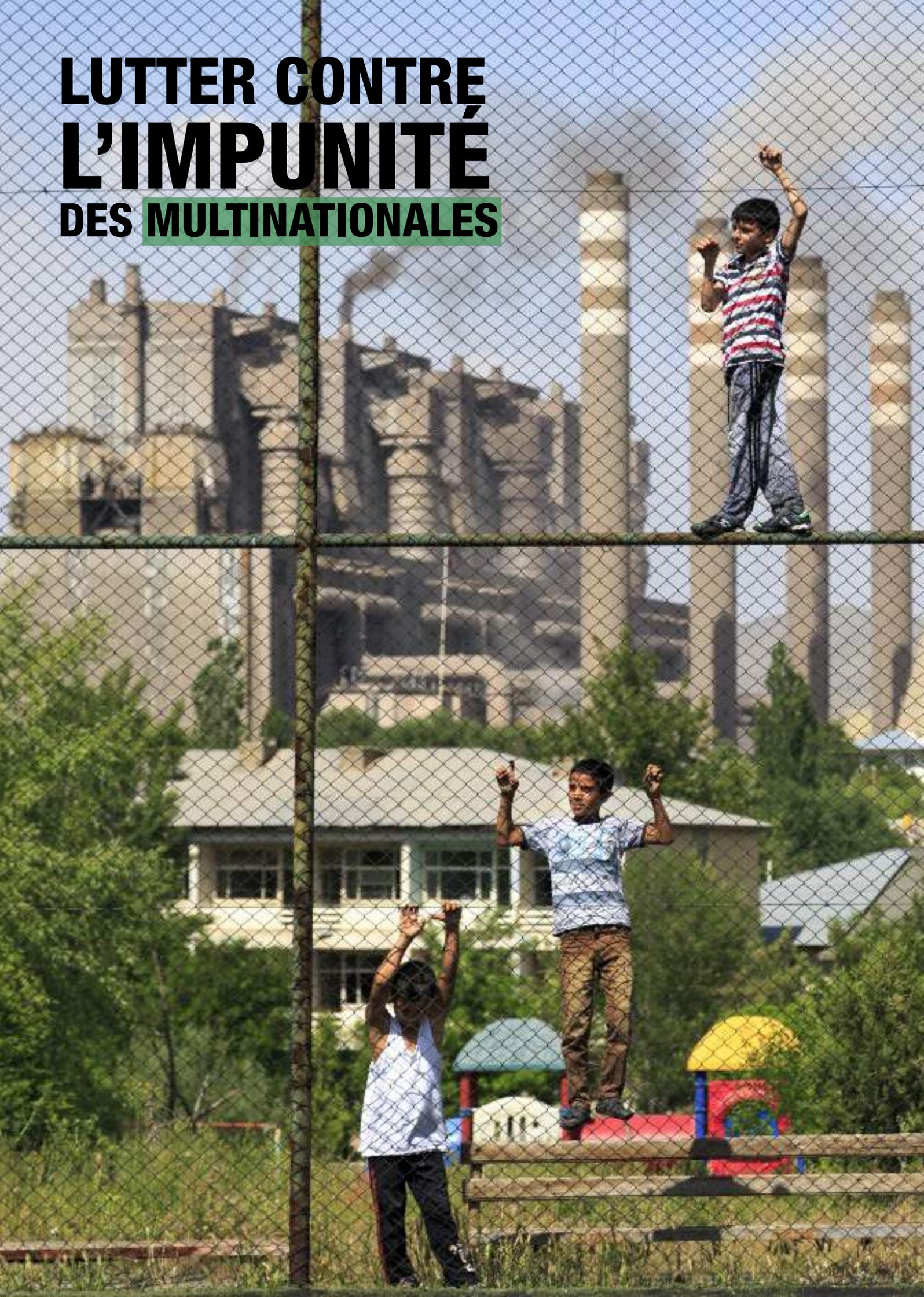
Nous avons saisi l'opportunité que la COP24 se déroule en décembre 2018 à Katowice en Pologne, capitale du charbon en Europe, pour faire campagne sur les soutiens des banques françaises aux entreprises qui bloquent la sortie du charbon du vieux continent – plaidoyer, rapport, speaker tour, mobilisation en ligne. Mais alors que les banques font encore de la résistance, la quasi-totalité des assureurs français ont en 2018 pris des engagements de désinvestissement des développeurs de charbon. Nous avons fait entendre nos demandes jusqu'au sein du gouvernement : Bruno Le Maire s'est engagé au Climate Finance Day à contraindre les banques, assureurs et gestionnaires d'actifs à mettre un terme à leurs soutiens au charbon, si ceux-ci ne le font pas d'eux-même. Des annonces fortes, mais qui restent encore à ce jour lettre morte !

Nous avons aussi tenté de bloquer les reventes des centrales à charbon de l'énergéticien français Engie en Allemagne et aux Pays-Bas. Ces centrales doivent fermer. Engie ne peut revendre le problème à d'autres, d'autant plus qu'elles sont dans des pays ayant acté la sortie du charbon. Jusqu'à aujourd'hui la transaction n'est pas bouclée, affaire à suivre ...

CHIFFRES CLEFS

- Société Générale a soutenu au moins **8** projets de terminaux d'exportation de gaz de schiste construits ou prévus sur les côtes nord-américaines, dont le méga projet Rio Grande LNG.
- **162 actions** réalisées entre septembre et décembre dans toute la France pour dire non aux activités climaticides de Société Générale et plus de **900 activistes** présents devant l'agence centrale de la banque le 14 décembre 2018.
- Plus de **10 milliards d'euros** accordés par les banques françaises aux entreprises qui développent de nouvelles centrales à charbon depuis la COP21.
- Plus de **300 centrales à charbon** à fermer d'ici 2030 en Europe, dont **4 centrales à charbon** à fermer d'ici 2022 en France.

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES



En 2017, une victoire très importante a été remportée en France avec l'adoption de la loi française sur le devoir de vigilance des multinationales, après un combat de plus de trois ans et demi au Parlement et bien plus d'années de plaidoyer et mobilisation des Amis de la Terre France et de leurs partenaires. L'enjeu est désormais de la faire respecter et appliquer, et de promouvoir l'adoption de législations similaires aux niveaux européen, international et dans d'autres pays.

FAIRE CONNAÎTRE ET APPLIQUER LA LOI FRANÇAISE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

Grâce à l'entrée en vigueur de cette loi, les sociétés-mères et entreprises donneuses d'ordre ont donc maintenant l'obligation de prévenir les violations aux droits humains et les dommages environnementaux causées par leurs activités et celles de leurs filiales, sous-traitants et fournisseurs, en France comme à l'étranger, et leur responsabilité pourra être engagée devant le juge en France. Cette loi est loin d'être aussi ambitieuse que nous l'aurions souhaité, mais c'est un premier pas indéniable qui est déjà en train de créer un effet d'entraînement au-delà de nos frontières : cette loi est devenue une référence mondiale, et a contribué à faire émerger et nourrir les débats pour des législations similaires dans d'autres pays, tels que la Suisse, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Finlande, ou encore le Canada et l'Australie.

En 2018, les Amis de la Terre France ont donc continué à être très actifs pour assurer un suivi concret de l'application de cette nouvelle loi. Nous avons analysé les premiers « plans de vigilance » publiés par les entreprises : ces documents doivent présenter les mesures concrètes prévues et mises en œuvres par les multinationales pour prévenir les violations aux droits humains et les dommages environnementaux que peuvent causer leurs activités. Contrairement au reporting extra-financier *ex-post*, il s'agit cette fois-ci d'un plan de prévention *ex-ante*, et surtout il est assorti d'une obligation de mise en œuvre effective des mesures sur le terrain.

Cette analyse a abouti début 2019 à la publication d'un [rapport](#) publié avec cinq autres associations, qui montre malheureusement que la loi n'est pas bien respectée : plans incomplets, lacunaires, voir carrément inexistantes pour des entreprises comme Crédit agricole ou Lactalis. En 2019, les premières actions en justice seront possibles.

Par ailleurs, en 2018, les Amis de la Terre France ont agi pour faire connaître cette loi et partager notre expérience avec des organisations de la société civile d'autres pays.

Ainsi, nous avons co-organisé en août 2018 un module d'une journée sur l'impunité et le pouvoir des multinationales lors de l'[université d'été des mouvements sociaux](#), organisée à Grenoble. Ensuite, en décembre 2018, nous avons organisé avec Amnesty International France, et avec le soutien des Amis de la Terre International, une session de formation en ligne en anglais et en espagnol à destination d'une quarantaine d'organisations du monde entier qui souhaitent mieux comprendre le contenu et la portée de cette nouvelle loi et apprendre de nos stratégies de campagne et plaidoyer pour faire adopter des lois similaires dans leurs pays respectifs.

FAIRE AVANCER LES NÉGOCIATIONS À L'ONU

En 2018, les Amis de la Terre France ont également poursuivi le combat au niveau international, où une nouvelle étape a été franchie : un premier texte (avant-projet) de traité sur les multinationales et les droits humains a été publié et négocié par les États à l'ONU en octobre.

Afin de pousser la France à être active dans ces négociations et à avoir une position ambitieuse, les Amis de la Terre ont piloté différentes activités avec la Coalition française sur le traité ONU, qu'ils coordonnent. Ainsi Les Amis de la Terre France ont piloté la création d'un groupe de travail composé de juristes (universitaires) et de membres de la Coalition française pour le traité ONU, afin de développer des propositions de fond sur le contenu du futur traité.

Avec les autres membres de la coalition française, nous avons organisé en février un séminaire à l'Assemblée nationale, rassemblant divers experts, juristes, et représentant-e-s de la société civile. Ce séminaire a donné lieu à la création d'un « cercle de réflexion parlementaire », qui a permis d'élargir le nombre de député-e-s français soutenant activement le projet de traité onusien. Deux réunions de ce cercle ont été organisées avec notre appui en 2018 : l'une avec l'intervention d'Olivier de Schutter - Professeur de droit, membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU - en juin, et l'autre à l'occasion de la visite en France de Pablo Fajardo, avocat des communautés affectées par l'entreprise pétrolière Texaco-Chevron en Equateur, et Justino Piaguaje, représentant de ces communautés, en octobre.

Enfin, les Amis de la Terre ont publié, avec d'autres partenaires internationaux, le rapport « [Impunité made in Europe](#) » en octobre 2018. Cette enquête révèle comment l'Union européenne s'oppose au processus de négociation à l'ONU depuis ses débuts, en portant les mêmes arguments que les lobbies du secteur privé, et en défendant obstinément des normes volontaires inefficaces. Le rapport Impunité made in Europe contient également une série d'études de cas contredisant par des faits concrets les discours selon lesquels les entreprises européennes seraient plus « vertes » et « responsables ».

**LE LOBBYING
SOUS TOUTES SES
COUTURES...**



**ET COMMENT LE
COMBATTRE**

Lobbying de couloir, conflits d'intérêt, pantouflage, utilisation des médias... les lobbies des multinationales ont multiplié les canaux pour influencer les décideurs politiques, afin d'affaiblir ou d'empêcher l'émergence de toutes les législations et initiatives visant à mieux protéger les populations, l'environnement et le climat. C'est aussi par ces biais que les multinationales imposent de grands projets inutiles et obtiennent même des fonds publics pour servir leurs seuls intérêts privés. Depuis septembre 2017, les Amis de la Terre France ont renforcé leurs actions pour dénoncer et limiter l'influence des multinationales.

La compréhension et dénonciation de la mainmise des multinationales sur les processus de décisions politiques doit être mieux intégrée à nos stratégies de campagne. En effet, d'une part, mieux comprendre les stratégies d'influence développées par les multinationales nous permet d'être mieux armés et préparés pour les anticiper, les combattre et y répondre. Par ailleurs, mettre en lumière le poids démesuré des lobbies dans certaines décisions ou institutions permet de mobiliser l'opinion publique contre ces scandales, et de faire pression sur les décideurs politiques au travers des médias.

DES ENQUÊTES POUR DÉCRYPTER ET RÉVÉLER DES SCANDALES

Après un rapport sur les lobbies du gaz fin 2017, les Amis de la Terre France ont publié deux nouvelles enquêtes sur le lobbying en 2018. Celle qui a fait le plus de bruit est la publication, fin juin 2018, avec l'Observatoire des multinationales, de l'enquête « [Les Sages sous influence ?](#) », sur le lobbying auprès du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État, deux institutions peu connues du grand public, mais qui ont un pouvoir très important au travers de leurs avis et décisions en amont et en aval de l'examen et adoption des lois par le Parlement.

Ces deux institutions, très proches l'une de l'autre, sont devenus ces dernières années des lieux de plus en plus importants de lobbying pour les milieux économiques, qui s'en sont saisis avec succès pour faire censurer ou amoindrir des réformes qui leur déplaisaient : lutte contre le changement climatique, évasion fiscale, accaparement des terres, licenciements boursiers...

Peu connu, ce lobbying s'exerce généralement de manière opaque, au travers de « portes étroites » ou contributions extérieures, loin de l'opinion publique et même de la société civile et des parlementaires. Il se nourrit également des allers-retours entre haute fonction publique, cabinets d'avocats d'affaires et entreprises privées, pratique qui semble être devenue la norme.

Suite à ce rapport, nous avons réussi à avoir accès à [des documents inédits](#) adressés par le MEDEF et les lobbies pétroliers au Conseil d'État, qui ont poussé le gouvernement à vider de sa substance la loi « Hulot » sur la fin des hydrocarbures en France.

Par ailleurs, en octobre 2018, les Amis de la Terre France ont déposé [un recours inédit](#) contre le Conseil constitutionnel, réclamant que transparence soit faite sur les influences dont il fait l'objet.

Enfin, sur un autre sujet, en octobre 2018, les Amis de la Terre France et leurs partenaires ont publié le rapport « [Impunité made in Europe](#) », révélant les manœuvres des lobbies contre le projet de traité onusien sur les multinationales et les droits humains (voir pp 17-18 sur l'impunité des multinationales).

UNIR LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE AUX LOBBIES

En parallèle de ce travail d'enquête, les Amis de la Terre et l'Observatoire des multinationales ont impulsé fin 2017 la création d'un groupe de travail sur le lobbying au sein du Forum citoyen sur la RSE, afin de mieux articuler les actions de la société civile française sur le sujet. Nous avons continué d'animer ce groupe de travail en 2018, en faisant intervenir des personnes extérieures (chercheurs, responsables associatifs, journalistes, etc.). De nouvelles organisations ont rejoint ce groupe de travail pendant l'année, et nous avons notamment publié une tribune commune dans la presse juste après la démission de Nicolas Hulot, afin d'expliquer en quoi lobbying du secteur privé, et plaidoyer de la société civile ne sont pas les deux faces de la même pièce.

C'est dans cette même optique que les Amis de la Terre France ont soutenu et participé au colloque « SPIM » (Système Publicitaire et Influence des Multinationales), organisé par RAP, une de nos associations affiliées, qui a réuni en mai 2018 de nombreuses associations et universitaires.

Enfin, en septembre 2018, nous avons participé à la réunion stratégique du réseau européen ALTER-EU, qui a rassemblé 54 personnes venant de 13 pays différents, afin d'échanger des expériences et construire des stratégies communes contre les lobbies qui menacent nos démocraties.

POUR UNE TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
SOCIALEMENT
JUSTE

JUST TRANSITION FOR ALL

An aerial photograph of a large group of people gathered on a paved area, holding up large white signs with blue lettering. The signs are arranged in a large, curved shape that reads "JUST TRANSITION FOR ALL". To the right of the main sign, there is a smaller sign that says "EUROPE BEYOND COAL" with a green arrow pointing right and a black arrow pointing left. The people are dressed in winter clothing, and the background shows a mix of paved ground and dry grass.

EUROPE
BEYOND
COAL

Trop souvent, les mesures pour faire face au dérèglement climatique sont perçues comme contraires aux intérêts des ménages et à l'emploi. Pourtant, l'émergence de sociétés soutenables doit permettre le renforcement de la cohésion sociale et la réduction des inégalités, le tout pour articuler satisfaction des besoins fondamentaux et préservation des écosystèmes.

S'assurer que la transition écologique est juste, c'est donc encourager la création d'emplois de qualité mais aussi accompagner les transformations de nombreuses filières et sites industriels, pour offrir des alternatives souhaitables aux salarié-e-s qui voient leurs activités menacées. Les Amis de la Terre ont donc choisi de travailler directement sur des territoires confrontés à des enjeux de reconversion industrielle.

ACCOMPAGNER LA FERMETURE DES CENTRALES À CHARBON FRANÇAISES

Le gouvernement français s'est engagé à fermer les centrales à charbon d'ici 2022. Depuis cette annonce en juillet 2017, les discussions autour de la reconversion des travailleur-se-s et territoires dépendants de ces centrales ont peu avancé. De plus, deux principales menaces pèsent sur la sortie du charbon : le potentiel rachat des deux centrales à charbon d'Uniper (Gardanne, Saint-Avold) par le groupe EPH, détenu par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky et la reconversion des deux centrales à charbon d'EDF (Le Havre, Cordemais) en centrales biomasse. Les Amis de la Terre ont donc produit de l'expertise et influencé le débat public autour de la fermeture / reconversion des centrales. Le passage du Tour Alternatiba à Gardanne a permis de rappeler que la reconversion biomasse est une fausse solution, aux lourds impacts climatiques et environnementaux, et que des plans de reconversion pérennes favorisant des activités écologiquement soutenables sont possibles et nécessaires.

OBLIGER TOTAL A PENSER UN PLAN DE RECONVERSION ALTERNATIF POUR LA RAFFINERIE DE LA MÉDE

Grâce à la victoire sur la fin de l'exonération fiscale accordée aux agrocarburants à base d'huile de palme en France d'ici 2020, nous avons réussi à compromettre le business model de la raffinerie de la Mède. Mais Total contre-attaque en faisant du chantage à l'emploi pour obliger les députés à revenir sur leur décision. En lien avec la CGT-Mède, les Amis de la Terre ne se sont pas privés de rappeler à la multinationale qu'elle ne pouvait pas faire comme si elle n'était pas prévenue. Elle doit mettre toute son énergie à penser un plan de reconversion alternatif, et non à faire changer la loi !

L'EMPLOI ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN QUELQUES CHIFFRES

- **1,2 milliard d'emplois** dans le monde sont dépendants d'un environnement stable et sain
- En 2030, **2/3 d'emplois en plus** pourraient être créés dans le domaine de l'énergie si les mesures étaient prises au niveau mondial pour limiter le réchauffement climatique à +1,5°.
- **1 million d'emplois-climat** pourraient être créés en France d'ici 2020
- Au niveau mondial, **18 millions d'emplois** pourraient être créés pour rester sous la barre de +2°C de réchauffement global (**24 millions** d'emplois créés et **6 millions** détruits)



**AGIR POUR
UNE AGRICULTURE
BIOLOGIQUE
LOCALE
ET JUSTE**

SENSIBILISATION SUR LES ENJEUX DE CONSOMMATION DE VIANDE

Les Amis de la Terre ont lancé en 2018 une campagne de sensibilisation qui visait à promouvoir l'agriculture paysanne et à sensibiliser sur les enjeux liés à la consommation de viande. En effet, en 60 ans, la consommation de viande et de produits laitiers a doublé en France. Les méthodes d'élevage et de transformation ont été profondément modifiées, dans une logique croissante d'industrialisation.

C'est pourquoi, les Amis de la Terre ont développé un kit de communication à destination du grand public. Des outils de sensibilisation ont été créés en ligne pour diffuser des messages forts :

[Une vidéo](#) retraçant divers témoignages des acteurs-trices du monde agricole a été diffusée sur les réseaux sociaux. Les Amis de la Terre ont ainsi décidé de donner la parole à :

- un éleveur bovin dans le Limousin,
- un producteur-coopérateur à Limoges (Saveurs Fermières),
- une consommatrice, cliente de la coopérative Saveurs Fermières,
- un cuisinier et formateur à Angers,
- une étudiante en école d'agronomie.

Les Amis de la Terre ont également publié une brochure de sensibilisation, "[La face cachée de ton steak](#)" qui aborde les enjeux de la consommation de viande et permet de donner une multitude d'informations clés pour mieux guider les consommateurs et consommatrices dans leurs choix alimentaires.

ÉVÉNEMENTS : DES JOURNÉES DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE PARTOUT EN EUROPE

Dans le cadre de la campagne menée au sein de la plateforme "Pour une autre PAC", les Amis de la Terre ont rejoint les journées européennes pour une meilleure alimentation et une meilleure agriculture en 2018 ("Good Food, Good Farming"). Les Amis de la Terre ainsi que tous les membres de la plateforme Pour une autre PAC, défendent une révision complète de l'actuelle Politique Agricole Commune pour une agriculture plus juste pour tou-te-s les citoyen-ne-s, l'environnement et les animaux.

A Dijon, de nombreux événements [se sont tenus en octobre 2018](#) dans le cadre de ces journées européennes. Producteurs-trices, consommateurs-trices, expert-e-s et citoyen-ne-s ont proposé des activités variées (visites, débats, dégustations...) pour exprimer leur engagement en faveur d'une production bio et locale.

VICTOIRE : LES NOUVEAUX OGM N'ÉCHAPPERONT PAS A LA RÉGLEMENTATION

Fin mars 2015, les Amis de la Terre et huit autres organisations déposaient un recours devant le Conseil d'État pour obtenir un moratoire sur la vente et la culture des « OGM cachés » actuellement cultivés en France. Le Conseil d'Etat avait alors renvoyé le dossier à la Cour de Justice européenne. Après quatre ans de procédure, la Cour de Justice de l'Union européenne a confirmé en 2018 que tous les nouveaux OGM devaient être réglementés comme tels. Cette décision est une victoire pour l'ensemble des paysan-ne-s, des consommateurs-trices et des citoyen-ne-s européen-ne-s. Une victoire savourée par les militant-e-s des Amis de la Terre, qui ont apporté leur soutien à cette bataille depuis plus de 20 ans. Notre liberté de refuser de cultiver ou de consommer des OGM et notre droit de vivre dans un environnement sain ont été ici reconnus.

L'arrêt de la Cour de Justice européenne a mis fin au laisser-faire. Le principe de précaution a été réaffirmé. Les nouveaux OGM n'ont plus le droit de jouer à cache cache ni dans la nature, ni dans nos champs et nos assiettes.

Cet arrêt est une gifle pour les lobbies et pour le Haut Conseil des Biotechnologies ! Il devrait donner du poids à ceux qui, au sein de la Convention sur la Diversité Biologique, veulent réglementer mondialement la biologie de synthèse, le forçage génétique, etc. et empêcher une déréglementation sauvage des OGM et leur dissémination incontrôlée dans la nature.

Certes le danger immédiat est repoussé et les rapports de force sont modifiés. Mais la menace demeure et nous devons rester vigilant-e-s. Nous aurons besoin du soutien de tous-tes.

ET EN 2019 ?

Une nouvelle campagne "Tablons sur nos paysan-ne-s" est lancée à travers la plateforme Pour une Autre Pac. Elle vise à mettre en lumière et à donner la parole à ces hommes et ces femmes qui incarnent l'agriculture responsable d'aujourd'hui et le modèle souhaitable de demain. La campagne a notamment été lancée à l'occasion du Salon de l'Agriculture à Paris et a été relayée fortement sur les réseaux sociaux, notamment grâce à une vidéo réalisée avec Nicolas Meyrieux, youtubeur engagé.

2019 sera l'occasion également de réfléchir au lancement d'une campagne Amis de la Terre et de relancer les Prix Pinocchio pour une édition spéciale agriculture, grâce à l'arrivée dans l'équipe d'une nouvelle chargée de campagne.



**STOP À
L'HUILE DE
PALME
DANS LES
CARBURANTS**

LA "BIO-RAFFINERIE" DE LA MÈDE : UNE ABERRATION ÉCOLOGIQUE !

Depuis 2016, les Amis de la Terre sont mobilisés pour bloquer le projet de raffinerie d'huile de palme de Total à La Mède dans les Bouches-du-Rhône.

Malgré les alertes des Amis de la Terre, le 16 mai 2018, le gouvernement a délivré une autorisation d'exploitation à Total. Sans surprise, et malgré d'intenses discussions au sein du gouvernement, cette autorisation permet à Total d'importer des quantités massives d'huile de palme. Les Amis de la Terre ont donc décidé de contester cette décision en justice mais surtout de poursuivre la bataille législative au niveau européen et national.

LES LIGNES BOUGENT AU NIVEAU EUROPÉEN... ENFIN !

En 2017 s'est ouverte la révision de la directive européenne sur les énergies renouvelables. Très tôt, le Parlement Européen a exprimé sa volonté de mettre un terme à l'utilisation d'huile de palme dans les carburants.

Un bras de fer s'est alors engagé avec les États membres, réunis au sein du Conseil de l'Énergie. La France, en particulier, a sans cesse joué un double jeu pour défendre les intérêts de Total que nous n'avons pas cessé d'exposer et de dénoncer dans les médias. Au terme de plusieurs mois de négociations, le 14 juin 2018, le Parlement Européen, le Conseil de l'Énergie et la Commission européenne se sont accordés sur le texte final de la directive énergie renouvelable. Ce texte prévoit un gel, puis une baisse progressive de la part des agrocarburants les plus fortement émetteurs jusqu'à une sortie en 2030.

UNE MOBILISATION QUI S'INTENSIFIE

Grâce à la mobilisation des groupes locaux (notamment Bouches-du-Rhône) et de nos alliés, ANV-COP21 et Alternatiba, nous avons réussi à maintenir la pression sur la Commission européenne et à obtenir, en mars 2019, le fait que l'utilisation d'huile de palme dans les carburants soit reconnue comme « non durable ». Nous regrettons toutefois les exceptions qui ont été accordés.

ET EN FRANCE ? UNE VICTOIRE D'ÉTAPE CRUCIALE

Au niveau national, nous avons obtenu une victoire essentielle puisque le 19 décembre 2018, l'Assemblée Nationale a voté la fin de l'avantage fiscal permettant d'incorporer de l'huile de palme dans les carburants à partir de 2020. Contre l'avis du gouvernement, et de Total. Là encore, c'est grâce à la mobilisation que nous avons pu obtenir cette victoire mais aussi l'arrivée d'une nouvelle association dans notre fédération, Canopée, qui a permis de renforcer les moyens disponibles sur cette campagne et de l'animer en réunissant 29 associations en soutien.

LA BATAILLE CONTINUE EN 2019

En 2019, la campagne se poursuit autour notamment de l'enjeu de reconversion du site de La Mède mais aussi pour défendre la nouvelle loi mettant fin à l'avantage fiscal permettant d'incorporer de l'huile de palme dans les carburants que Total a annoncé vouloir saboter.

QUELQUES CHIFFRES

75% de l'huile de palme que nous consommons en France est sous forme de carburant

Toutes les **30 secondes**, c'est **un terrain** de football de forêt tropicale qui disparaît en Indonésie

Chaque année, **plus de 10 millions d'hectares** disparaissent dans le monde

En 10 ans, la quantité d'huile de palme incorporée dans les carburants a été **multipliée par 14**

D'ici à 2030, une surface équivalente aux Pays-Bas pourrait disparaître rien qu'en Asie du Sud Est si la législation ne change pas

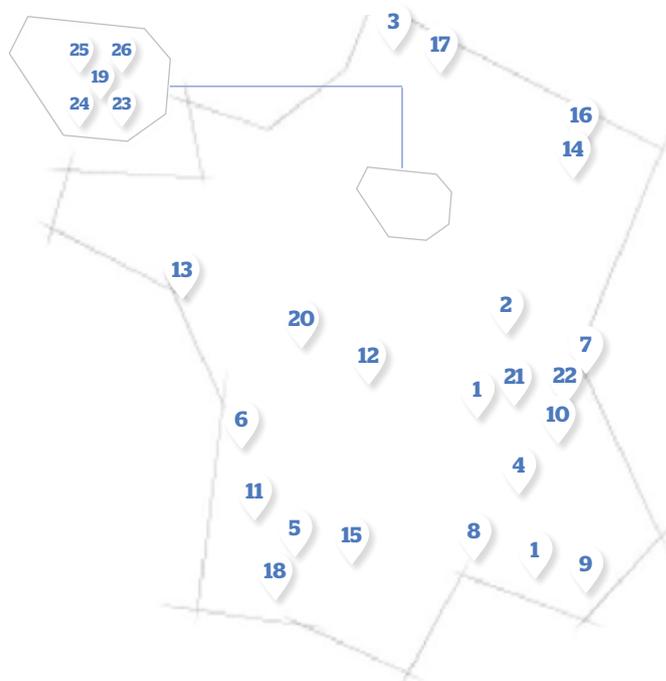
80% de la production mondiale d'huile de palme provient d'Indonésie et de Malaisie

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX

Découvrez la carte de nos groupes locaux ! N'hésitez pas à les contacter pour les rejoindre. Si vous souhaitez monter un groupe local « Amis de la Terre » près de chez vous, faites-nous part de votre projet à france@amisdelaterre.org ! Nous vous aiderons à vous lancer .



DES GROUPES LOCAUX SUR LES TERRITOIRES



1 AMIS DE LA TERRE BOUCHES DU RHÔNE
bouchesduhone@amisdelaterre.org

2 AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR
cotedor@amisdelaterre.org

3 AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE
nicolas.fournier48@orange.fr

4 AMIS DE LA TERRE DRÔME
drome@amisdelaterre.org

5 AMIS DE LA TERRE GERS
amisdelaterre.gers@gmail.com

6 AMIS DE LA TERRE GIRONDE
aurelie.schild@gmail.com

7 AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE
contact@amisdelaterre74.org

8 AMIS DE LA TERRE HÉRAULT
AT34@orange.fr

9 AMIS DE LA TERRE HYÈRES
athyeres@sfr.fr

10 AMIS DE LA TERRE ISÈRE
atisere@gmail.com

11 AMIS DE LA TERRE LANDES
landes@amisdelaterre.org

12 AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN
martine.laplante87@gmail.com

13 AMIS DE LA TERRE LOIRE-ATLANTIQUE
pathy44.amt@gmail.com

14 AMIS DE LA TERRE MEURTHE ET MOSELLE
meurtheetmoselle@amisdelaterre.org

15 AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES
midipyrenees@amisdelaterre.org

16 AMIS DE LA TERRE MOSELLE
resistanceterre@gmail.com

17 AMIS DE LA TERRE NORD
nord@amisdelaterre.org

18 AMIS DE LA TERRE NORD BÉARN
atnb@greli.net

19 AMIS DE LA TERRE PARIS
paris@amisdelaterre.org

AMIS DE LA TERRE POITOU
poitou@amisdelaterre.org

AMIS DE LA TERRE RHÔNE
amisdelaterre.rhone@gmail.com

AMIS DE LA TERRE SAVOIE
savoie@amisdelaterre.org

AMIS DE LA TERRE SEINE ET MARNE
seineetmarne@amisdelaterre.org

AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE
valdebievre@amisdelaterre.org

AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE
valdoise@amisdelaterre.org

AMIS DE LA TERRE VAL D'YSIEUX
amisdelaterre-val-ysieux@orange.fr



2018

LES TEMPS FORTS DES GROUPES LOCAUX

Aux quatre coins de l'hexagone, les groupes locaux ont démontré une mobilisation sans faille durant cette année 2018. Que ce soit pour relayer les campagnes nationales, participer à des actions de désobéissance civile, résister aux projets imposés et inutiles au niveau local ou déployer des alternatives avec des outils de sensibilisation, les groupes locaux se sont investis pleinement pour la justice environnementale et sociale. Découvrez les temps forts qui ont marqué le réseau militant des Amis de la Terre.



1. GROUPE LOCAL CÔTE D'OR - DIJON

L'année 2018 a été pour le groupe local des Amis de la terre Côte-d'Or une année de transition.

RÉSISTANCE À L'AGRESSION PUBLICITAIRE

Le groupe a continué à interpellier, sensibiliser et lutter contre les panneaux publicitaires en vue de la rédaction du Règlement Local de Publicité intercommunal. Khaled Gaiji, porte parole de l'association « Résistance à l'Agression Publicitaire » était invité pour une conférence intitulée « Pourquoi et comment lutter contre l'agression publicitaire ? ». Nous avons interpellé directement les élus de la métropole avant le vote de ce RLPi en juin. Le groupe a également participé à une action nationale pour dénoncer les écrans vidéos publicitaires

SENSIBILISATION SUR LA CONSOMMATION ET LE RECYCLAGE

Le groupe a poursuivi ses actions de récupération des instruments d'écriture usagés en vue de leur recyclage par Terracycle, notamment en mettant en place [une carte des lieux de dépôts](#) afin d'augmenter la quantité de stylos récupérés. De plus, le groupe a réalisé un partenariat avec la maison de l'environnement et de l'architecture de la métropole de Dijon (Latitude21) afin qu'une des adhérentes se rende dans plus de 20 classes d'écoles primaires pour sensibiliser les enfants aux déchets en partant d'un simple stylo.

LUTTER CONTRE LE NUCLÉAIRE

Le groupe été présent à la convergence des cyclistes contre l'enfouissement nucléaire à Bure le 4 août. Pour la 5ème année consécutive le groupe a co-organisé activement le jeûne-action contre l'arme atomique à Dijon et Valduc du 6 au 9 août. Le groupe a également participé à la rédaction d'une lettre ouverte au Directeur du site nucléaire militaire de Valduc et aux autorités politiques françaises signée par 35 organisations. Le 14 octobre, lors de la journée nationale pour que la France signe le Traité sur l'interdiction des Armes Nucléaires de l'ONU, nous avons co-organisé une marche à Valduc.

BANQUES : PAS UN EURO DE PLUS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Le groupe a participé localement à l'appel des Amis de la Terre France pour dénoncer les investissements climaticides de Société Générale.

AGRICULTURE

Le groupe des Amis de la Terre Côte d'Or a répondu présent à l'appel de la plateforme « Pour une autre PAC » et a mis en place un programme de 32 animations avec de nombreux partenaires les 26, 27 et 28 octobre 2018. Vu le succès de ce week-end, le groupe a décidé de continuer d'agir sur les thèmes de l'agriculture et de l'alimentation en 2019. En fin d'année, suite à une discussion avec les faucheurs d'OGM de Côte-d'Or, le groupe a coordonné la communication autour de la campagne glyphosate en Côte-d'Or.

Le succès de cette soirée nous a permis de créer très rapidement le collectif Glyphosate21 et d'organiser 2 sessions de collectes d'urines début 2019 avec plus de 100 dépôts de plaintes.

2. GROUPE LOCAL GERS

En 2018, le groupe est intervenu essentiellement sur les domaines liés à l'eau et aux déchets. Sur d'autres dossiers, le groupe est indirectement impliqué par le biais d'autres associations dont il est membre ou sympathisant.

Le groupe est notamment impliqué avec les associations suivantes :

- "Bien vivre dans le Gers": soutien à l'association et apport d'expertise pour ses actions, notamment sur la problématique des élevages intensifs.
- France Nature Environnement Midi-Pyrénées, étroite collaboration avec le juriste H. Hourcade (qui a permis de faire un point avec la procureure d'AUCH sur les dossiers environnementaux judiciaires)
- Alternatiba,
- Associations de riverains de la décharge de PAVIE.

Sur la problématique de l'eau, le groupe continue de lutter contre les pesticides, de refuser des barrages en cours d'eau.

Depuis de nombreuses années, le groupe mène une bataille contre la cartographie des cours d'eau. La préfecture du Gers semble avoir stoppé tout travail sur ce dossier, ce qui est un signal positif.

Enfin, dans le domaine des déchets, le groupe a participé activement au suivi de l'élaboration du plan régional de prévention et de gestion des déchets, dont l'enquête publique aura lieu en juin 2019. Il s'agit d'un enjeu crucial car les lobbies sont à l'œuvre dans ce dossier. Le groupe est aussi impliqué sur des recours juridiques auprès de la Préfecture du Gers afin de revoir la décision sur la qualité de l'eau.

3. GROUPE LOCAL HAUTE-SAVOIE

TRANSPORTS ET QUALITÉ DE L'AIR

Le groupe local a un rôle actif (réunions, articles de fond) dans la phase de concertation des projets suivants :

- Le projet LOLA (Liaisons Ouest du Lac d'Anney) qui a pour buts la création d'un tunnel autoroutier sous la montagne du Semnoz et la mise en place d'une ligne de bus « à haut niveau de service ».
- L'élargissement à 2 fois 3 voies de l'autoroute A41 entre le diffuseur d'Annecy Nord et la gare de péage de Saint-Martin-Bellevue. Le groupe local a également déposé un recours (gracieux puis contentieux) contre la Déclaration d'Utilité Publique d'élargissement de l'A41 (avec FNE74 et ACPAT).

Il a également lancé deux pétitions : Pour un transport en commun vraiment attractif en rive ouest du lac d'Annecy et Contre le tunnel routier sous le Semnoz.

LUTTE CONTRE UN GRAND PROJET INUTILE ET IMPOSÉ

Le groupe local poursuit les procédures judiciaires contre le projet de centre de congrès d'Annecy. Un stand lors de la journée du patrimoine a permis d'informer la population de l'évolution du dossier, et une manifestation a été organisée sur le trajet de la course pédestre des « 10 km du lac d'Annecy ».

NUCLÉAIRE

Le groupe local a participé à la commémoration autour de Fukushima du Centre Bonlieu, avec Sortir du nucléaire, arrêt du nucléaire-73, CRIIRAD, NEGAWATT, « Stop Bugy » et la « solaire du lac ». Cet événement a été l'occasion d'informer la population des dangers du nucléaire et des alternatives possibles, notamment à travers la projection de films et l'organisation de débats.

DIVERS

- Animations autour de la pétition « Nous voulons des coquelicots » chaque vendredi depuis le 5 octobre
- Co-organisation de l'arrivée de l'étape annécienne du tour Alternatiba de 2018
- Présence à la marche du climat du 8 septembre, organisation de celle du 8 décembre avec ANV COP 21

RELAIS DES CAMPAGNES NATIONALES

Le groupe local s'est engagé dans les différentes actions non violentes contre la Société Générale :

- « Lapins » posés dans deux agences d'Annecy, suivi d'une action le lendemain
- Participation à l'action « Nettoyons la Société Générale » à Grenoble (5 participants venus d'Annecy)
- Animation et information devant une agence d'Annecy
- Action de communication directe avec les employés de la banque dans une agence d'Annecy
- Participation à la journée d'action nationale à Paris (6 participants venus d'Annecy)

4. GROUPE LOCAL HYÈRES

LES ACTIVITÉS DIVERSES DU GROUPE

- Rédaction d'un dossier sur le recyclage des déchets
- Protection des arbres
- Action Nettoyons la Société générale
- Réalisation et participation à des enquêtes publiques
- Information et sensibilisation à l'environnement dans les écoles : plus de 12 000 élèves ont été sensibilisés
- Collecte de boîtes de boisson sur les 2 bases militaires
- Participation au salon de l'environnement (devenu le « Forum des Associations ») et au festival de la BD à Hyères
- Fête de la nature aux Salins
- Réalisation de conférences à thèmes
- Participation au Plan Local d'Urbanisme
- Diffusion de la plaquette « J'ai mal à la terre », BD sur les déchets et sur l'eau

OPÉRATIONS DE SENSIBILISATION DANS LE MILIEU SCOLAIRE

Trois étudiants en deuxième année de DUT « gestion des entreprises et des administrations » ont réalisé un projet en collaboration avec le groupe local. Leur objectif : la sensibilisation et l'information sur le tri sélectif et les déchets recyclables.

Une intervention sur le recyclage a eu lieu dans deux classes de CM2 en février 2018, avec présentation d'un diaporama et remise d'un questionnaire aux enfants. Suite à ces interventions, une sortie au centre de tri au Muy fut organisé en avril 2018. Cette visite leur a fait prendre conscience que les déchets que l'on met dans notre poubelle peuvent avoir une autre vie grâce au recyclage.

5. GROUPE LOCAL ISERE

PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS

Le groupe local des Amis de la Terre Isère a participé à plusieurs événements :

- **L'université d'été solidaire, citoyenne et rebelle** en août 2018 : le groupe local a pu rencontrer et échanger avec les participants présents à cet événement.
- **Biennale des villes en transition** : l'événement s'est tenu le 16 mars 2019. Il s'agissait d'une rencontre publique au cours de laquelle sept élus de la Ville de Grenoble et de la Communauté d'Agglomération en charge d'un domaine sensible (eau, alimentation, énergie, transports, environnement, collecte et traitement des déchets) ont fait part de leurs propositions de pistes dans l'hypothèse d'un effondrement de notre société sur le plan économique, social, politico-administratif. Il est prévu que cette démarche se poursuive par l'élaboration d'une brochure coproduite par les Amis de la Terre Isère et la Ville de Grenoble, laquelle pourrait servir de base à une démarche en direction de la préfecture pour que soit élaboré un Plan d'Urgence Local au sein de la région urbaine grenobloise, à mettre en œuvre dans une situation de catastrophe généralisée.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

Le groupe a travaillé sur les leviers juridiques qu'offre le devoir de vigilance des multinationales. Il s'est notamment intéressé à :

- La contractualisation des engagements en matière de politique environnementale,
- La responsabilité environnementale présentée dans les déclarations de performance extra-financières,
- La rédaction de mise en demeure et de modèle d'assignation en cas d'absence ou d'insuffisance des plans de prévention.

LES ACTIONS JURIDIQUES

- **Autoroute A480** : recours en référé et au fond contre la déclaration d'utilité publique préalable aux travaux d'élargissement de l'A480. Rédaction de tribune, participation à des opérations de terrain (préfecture, CCI) et d'opposition aux travaux avec le collectif mené par nos amis d'Alternatiba.
- **Lyon-Turin** : Rédaction d'une plainte déposée auprès du parquet d'Albertville pour conflit d'intérêt dans un dossier de la Société française du tunnel routier du Fréjus (en lien étroit avec celui du Lyon-Turin) auquel s'est joint les Amis de la Terre Savoie
- **Lactalis** : constitution de partie civile devant le Tribunal Correctionnel de Grenoble pour des rejets d'effluents polluants : obtention de dommages et intérêts de 10.000 €. Attente d'un éventuel appel, communication presse et télévision locale et régionale pour les Amis de la Terre.

LES MOBILISATIONS CLIMAT

Participation hebdomadaire au Collectif Citoyen Pour Le Climat et à la Marche pour le Climat de Grenoble : organisation des manifestations et rédaction des revendications du CCPLC.



6. GROUPE LOCAL LANDES

Participation au CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) où Marie-Claire Dupouy siège au titre des Amis de la Terre des Landes comme suppléante de la SEPANSO, s'est réuni huit fois.

Participation au COPIL (Comité de pilotage projet de territoire du Midour) : Les Amis de la Terre sont également membres de ce Comité et ce, au titre des associations de défense de l'environnement. Ce projet a pour objectif la mise en oeuvre de la gestion de la ressource en eau disponible par bassin versant.

Le groupe a aussi participé au séminaire institution Adour où a été présenté l'Etat des lieux du [Projet de territoire du MIDOUR](#).

Voici d'autres activités menées par le groupe :

- Appui à l'association qui lutte contre la pollution de l'air par l'entreprise Séripanèaux Pantyr à Saint Vicent de Tyrosse.
- Présentation des GPI2 Landais pour l'anniversaire de la fondation Attac Landes
- Fête bio à Saint Julien en Born (tenue d'un stand).
- Sitcom des Landes réunion commission plan de réduction des déchets
- Commission Nationale des Groupes Locaux (CNGL), organisée par le groupe local du Béarn à MERACQ.
- Séminaire sur les Micropolluants dans l'eau de mer à MESSANGES, organisé par la SEPANSO LANDES.
- Émission dragage du lac d'Hossegor radio Surf RM Soorts.
- Participation à l'événement « [ACCLIMATERRA](#) » organisé par la Région Nouvelle Aquitaine à l'IUT de Mont de Marsan, avec une conférence d'Hervé Le Treut.
- Intervention lors de la projection du film « trashed » suivi d'un débat sur les déchets à Hossegor.
- Participation à la formation « eau » organisée par l'IN-DECOSA CGT, avec la présence de l'ARS. Un diaporama sur l'eau préparé par les Amis de la Terre y a été présenté.
- Réunion publique concernant le PLUI de MARSAN AGGLO.
- Présence dans de nouveaux collectifs : « Nous vou-

lons des Coquelicots » avec Appel à la résistance pour l'interdiction de tous les pesticides.

Si vous souhaitez connaître toutes les activités du groupe, vous pouvez prendre contact en écrivant à landes@amis-delaterre.org

7. GROUPE LOCAL NORD

TRANSPORTS ET QUALITÉ DE L'AIR

- Actions transports devant la métropole européenne de Lille, dont une action pour la remise du rapport du GIEC et une action pour la gratuité des transports en commun.
- Réunions du collectif inter-organisationnel
- Assises des mobilités
- Co-signature de la contribution à l'enquête publique du plan local d'urbanisme de la métropole
- Signature d'un recours juridique sur la qualité de l'air de villes françaises

LUTTE CONTRE UN GRAND PROJET INUTILE ET IMPOSÉ

Le groupe local lutte contre le projet de réhabilitation de la friche Saint-Sauveur, qui détruirait l'un des derniers espaces verts de la ville et aggraverait la qualité de l'air. Il a signé la contribution collective contre ce projet et le communiqué de presse inter-associatif, a formulé une étude d'impact et a organisé une action devant la métropole européenne de Lille.

ALTERNATIBA

Le groupe local s'est fortement impliqué dans le tour Alternatiba de 2018, aussi bien en termes d'organisation que de participation. 50 personnes ont participé à la formation à l'action non violente de Lille. La projection-débat du film Irritzina a été l'occasion de recruter des membres pour le tour.

DIVERS

- Participation aux 3 marches climat (y compris à l'organisation et la logistique)
- Participation à l'Amazon reef action avec Greenpeace contre Total
- Actions contre l'affichage publicitaire avec RAP
- Participation à l'action «Pas avec notre argent» piloté par Attac

RELAIS DES CAMPAGNES NATIONALES

- Participation à l'action «Nettoyons la Société Générale» en réaction au financement du projet Rio Grande LNG
- Participation à l'action mains rouges contre la Société générale

8. GROUPE LOCAL POITOU

Le groupe local Poitou a été actif sur diverses thématiques en 2018, et notamment sur les sujets suivants :

- **Migration**: le groupe accompagne une famille avec 2 enfants scolarisés
- **Agriculture** : le groupe est fermement opposé à la ferme-usine de Cousay-les-bois. Une décision du tribunal administratif est attendue en 2019.
- **Eau** : les Amis de la Terre Poitou sont mobilisés sur plusieurs sites entre Deux Sèvres et Vienne. La Grande Région n'a apparemment pas renoncé à ces fausses solutions.
- **Nucléaire** : le groupe local des Amis de la Terre Poitou est très actif sur la thématique nucléaire. Membre du collectif Arrêt du Nucléaire, le groupe soutient les mobilisations à Bure contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires sur le site de Cigeo. Le groupe soutient également Stéphane Lhomme de l'Observatoire du nucléaire, qui a saisi le Conseil d'État au sujet des générateurs de vapeur défectueux en service dans les réacteurs d'EDF.
- **Transports** : l'atelier du Petit Plateau dans lequel sont impliqués des membres du groupe fonctionne et séduit de plus en plus de personnes.
- **Consommation** : le groupe a participé à une Conférence sur l'économie circulaire à l'Hôtel de la Région de Poitiers avec de nombreuses initiatives intéressantes présentées lors de l'événement.
- **Collapsologie** : présentation de différents travaux autour du constat de l'effondrement de la biodiversité.
- **Marches pour le climat** : le groupe a participé à différentes manifestations pendant l'année 2018

9. GROUPE LOCAL RHÔNE

PROJECTION DE FILMS ENGAGÉS

Le groupe a participé à la projection-débat autour du film « Demain » le 4 octobre à la Maison de l'Environnement où étaient présentes une trentaine de personnes. Cette projection a été l'occasion d'aborder des débats intéressants, d'échanger et de partager un moment convivial autour d'un repas.

Le groupe a également participé à la Projection du film d'Alternatiba « Irrintzina » le 15 septembre au Cinéma les Alizées à Bron.

BANQUES : DES CONFÉRENCES POUR SENSIBILISER SUR LEUR RÔLE DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

MATRIQUE

Le groupe a participé à une conférence sur les banques le 12 octobre à Saint Genis-Laval, et est intervenu lors d'une conférence en lien avec la Nef et les Cigales. Les échanges avec le public étaient forts intéressants et cet événement a permis de diffuser largement le guide éco-citoyen des Amis de la Terre « Comment choisir sa banque ? ».

Le groupe a organisé l'événement «repas insolents» en collaboration avec l'ONG OXFAM, à la Maison de l'Environnement le 14 décembre 2018. Cette opération visait à proposer une animation gustative et ludique afin de sensibiliser les participants aux inégalités dans le monde. Une trentaine de personnes ont participé.

COALITION CLIMAT RHÔNE

Le groupe Amis de la Terre Rhône a pris part à la coalition. L'année 2017-2018 a été riche en événements et en avancées, au prix d'un fort engagement :

- Élaboration de propositions pour le Plan Climat 2020/2030 sur 4 thèmes : déplacements et mobilité, énergies renouvelables, habitat, alimentation.
- Forum Citoyen pour le climat, 8 novembre 2018 : préparation, organisation, animation... Plus de 120 personnes ont participé.
- Lien avec les services de la Métropole : formation au Plan Climat Air-Énergie Territorial (PCAET), rencontres régulières, remise de propositions, participation à la Conférence Energie Climat de la Métropole (23 novembre 2018).

ET EN 2019 ?

Le groupe prévoit la mise en place d'un Comité de suivi et de propositions, en invitant de nouvelles organisations à la Coalition Climat 69. Le groupe prévoit également la reprise de groupes thématiques pour approfondir certaines de ses propositions.

Le groupe sera investi sur la question des élections européennes 2019. Il prévoit notamment de mener une action de plaidoyer avec un site Internet permettant de comparer les programmes des différents partis sur des sujets environnementaux. Le site permettra aussi de fournir des informations sur le rôle du Parlement européen (PE) et le mode de scrutin pour ces élections (à la proportionnelle). Différents sujets sont envisagés : énergies renouvelables, agriculture biologique, PAC, glyphosate et pesticides, pollution de l'air, investissement public, fret ferroviaire, LGV Lyon-Turin, lobbying, conflits d'intérêts, traités de libre-échange, etc...

Le groupe Rhône prévoit également de s'investir sur un Projet de Base de Connaissances sur le Changement Climatique lancé par des universitaires de Lyon 3 et Montpellier. L'idée est de créer un système en ligne d'échanges de bonnes pratiques, connaissances, compétences, à l'échelle locale.

10. GROUPE LOCAL SAVOIE

LUTTE CONTRE UN GRAND PROJET INUTILE ET IMPOSÉ

1) LE CENTRE DES CONGRÈS

Le groupe local poursuit son combat contre le projet de

[centre de congrès](#) depuis sept ans. Le projet est bloqué grâce à l'annulation de la déclaration d'utilité publique en avril 2017. L'action est en procédure d'appel.

Visites commentées du site du projet à l'occasion des journées du patrimoine par des guides Amis de la Terre en septembre

Une grande opération de vente de tableaux d'artistes s'est tenue en décembre 2018 et a permis de reverser la totalité des sommes (plus de 2000 euros) pour le financement des recours juridiques.

2) LE TREMLIN GÉANT DE NEIGE ARTIFICIELLE

Le groupe local s'est opposé à un projet de tremplin géant monté sur l'esplanade du Pâquier à Annecy les 6 et 7 octobre, recouvert de neige artificielle où se sont élancés les champions de freestyle. La pétition a recueilli plus de 1000 signatures et le groupe a organisé des actions d'information sur le non-sens de cet événement face à l'urgence climatique. L'événement ne sera d'ailleurs pas reconduit l'an prochain.

LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Annecy est la deuxième ville la plus polluée de France c'est pourquoi le groupe participe à un collectif de 14 associations demandant aux élus d'organiser un «[Grenelle des transports et de la qualité de l'air du bassin annécien](#)».

Le groupe est également membre d'autres structures départementales et régionales telles que Réseau Air 74 et Bouger Respirer et collabore avec les AT 73.

Le groupe local a notamment organisé l'action « Lac Pur, Air Impur » à l'occasion du festival international d'animation d'Annecy afin de sensibiliser les nombreux touristes à ce problème.

ACTION TERRAIN

Le groupe a organisé et participé à l'action "huile de palme" en novembre 2018 devant l'hypermarché Géant. Il y a rencontré son directeur, ce qui a permis de le sensibiliser à la problématique de l'huile de palme incorporé dans les carburants.

11. GROUPE LOCAL VAL-DE-BIÈVRE

UNE CAMPAGNE LOCALE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Le groupe des Amis de la Terre Val-de-Bièvre a édité et distribué 2 000 tracts en partenariat avec deux autres associations (Aspea et Anthony à Vélo), afin d'informer les habitants et riverains sur les mesures de pollution commandées par la municipalité. Celle-ci cherchait à en édulcorer les résultats : le groupe a pu obtenir les rapports qui montrent un dépassement des seuils sur la plupart des points de mesure.

Dans le cadre du «Budget participatif 2018» municipal de la ville d'Antony, le groupe a déposé un projet sur la prise de mesures et le suivi de la pollution de l'air par l'organisme AirParif. Le dossier a malheureusement été écarté du vote par la mairie, mais le groupe travaille maintenant avec le porteur d'un autre projet de capteurs qui a été re-

tenu.

Le groupe a porté avec plus de 75 autres associations un nouveau recours initié par les Amis de la Terre France pour dénoncer l'inertie du gouvernement suite à l'injonction judiciaire qui lui était faite d'agir d'urgence pour l'amélioration de la qualité de l'air.

AGRICULTURE : DES MENUS SCOLAIRES VÉGÉTA-RIENS ?

Le groupe poursuit son travail sur la réduction de la consommation de viande dans les cantines scolaires : suite au vote de la loi EGALIM, rendant obligatoire des menus végétariens, le groupe des Amis de la Terre sera attentif à ce que ce dispositif soit mis en application.

BANQUE : PAS UN EURO DE PLUS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Le groupe s'est fortement mobilisé à travers diverses actions des Amis de la Terre dans le cadre de la campagne nationale pour que Société Générale cesse de financer le secteur du gaz de schiste aux Etats-Unis :

- Lors de l'opération «Lapins» qui visait à prendre de faux rendez-vous (et donc, "mettre un lapin") par téléphone pour remplir les agendas des conseillers puis à venir les alerter sur la nécessité que la banque prenne en compte dans son agenda les changements climatiques. Plusieurs apéros Lapins ont été organisés afin de préparer [cette opération](#)
- Le groupe a transmis une lettre expliquant la campagne à des agences de la banque en novembre 2018 pour sensibiliser les salariés
- 4 membres des Amis de la Terre Val-de-Bièvre ont participé au grand « nettoyage » du 14 décembre dans le cadre de l'action nationale «Nettoyons la Société Générale».

UN GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EFFONDREMENT

Le groupe a organisé un séminaire interne sur l'effondrement et a reçu, lors de leur passage à Antony, deux membres du groupe Amis de la Terre Nord-Béarn sur ce thème.

LA CAMPAGNE "NOUS VOULONS DES COQUELICOTS"

Le groupe a commencé à organiser des stands de signatures dans le cadre du mouvement national réclamant la fin des pesticides, avec un réel succès public.

Par ailleurs, le groupe a été moteur sur d'autres sujets divers :

- Plusieurs membres du groupe ont participé à la grande mobilisation à Notre-Dame-des-Landes.
- Le groupe a participé, au cinéma le Sélect, à la projection du film « On a 20 ans pour changer le monde. » avec tenue de stand et court débat.
- Lors du passage en juin du Tour Alternatiba sur notre secteur, le groupe a tenu un stand à Bagneux et plusieurs membres ont participé au grand départ du Tour Alternatiba à Paris.

LES GROUPES AFFILIÉS

Les Amis de la Terre France, c'est une fédération qui tisse un réseau et puise sa force dans la diversité des structures qui la représentent. Ainsi, plusieurs associations affiliées apportent leur expertise et permettent de construire des synergies dans les combats menés collectivement.

Que ce soit au sein des groupes locaux ou des associations affiliées, chacun-e peut trouver sa place pour construire un mouvement plus fort et déterminé.

LES ASSOCIATIONS AFFILIÉS AUX AMIS DE LA TERRE

RÉSISTANCE À L'AGRESSION PUBLICITAIRE



L'association lutte contre les effets négatifs des activités publicitaires sur l'environnement et les citoyen-ne-s.



LES NOUVELLES ASSOCIATIONS AFFILIÉES EN 2018

ALTERNATIBA



Alternatiba est un mouvement citoyen qui réunit des milliers de citoyennes et citoyens engagé-e-s. Le mouvement marche sur deux jambes : celle des alternatives pour construire une société plus juste et plus soutenable, ainsi que sur celle de la résistance pour bloquer les projets climaticides et interpeller les décideurs politiques et économiques, aux côtés d'ANV-COP21 et les Amis de la Terre.

ACTION NON-VIOLENTE COP21



ANV COP21

Action non-violente COP21 (ANV-COP21) est un mouvement citoyen non-violent qui s'oppose aux projets et aux politiques contribuant au dérèglement climatique en recourant à des actions de désobéissance civile, en lien avec les Amis de la Terre France, Alternatiba et d'autres organisations.

ASSOCIATION DE CONCERTATION ET DE PROPOSITION POUR L'AMÉNAGEMENT ET LES TRANSPORTS



L'ACPAT a été créée en 1988. Depuis, elle agit sur la question de la mobilité en Savoie. L'ACPAT est particulièrement engagé :

- pour préserver l'intégrité du territoire
- pour préserver les terres agricoles et naturelles
- pour un air non pollué
- pour agir en faveur du climat

CANOPÉE



Nouvelle association spécialisée dans le plaidoyer pour les forêts vivantes lancée par Sylvain Angerand (ex-coordonateur des campagnes), elle vise au sein de la Fédération des Amis de la Terre France et en lien avec notre réseau européen et international, à développer une contre-expertise citoyenne sur les forêts, à animer des campagnes de mobilisation et venir en soutien à de nombreuses luttes locales en France et dans le monde !